

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 110 (2002)

Nachruf: Georges-André Chevallaz (1915-2002) : l'histoire au service de la politique
Autor: Meuwly, Olivier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 10.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

GEORGES-ANDRÉ CHEVALLAZ (1915-2002) L'HISTOIRE AU SERVICE DE LA POLITIQUE

Historien entré sur le tard en politique, homme de pouvoir nourri d'une vaste culture ciselée par les classiques, Georges-André Chevallaz a osé mener une réflexion sur le politique peu usuelle dans nos contrées. Constamment en train de confronter son expérience du quotidien aux enseignements d'une histoire dont il connaissait tous les recoins, l'ancien conseiller fédéral a modelé son action sur un réel qu'il savait irresponsable de congédier sans prudence. Dans un entretien publié sous forme de livre en 1979¹, ressortent ainsi une compréhension aiguë de l'histoire et un souci omniprésent de ne pas tordre le passé au nom d'utopies dont il n'ignore pas les destructions qu'elles sont capables de générer.

Marchant toujours sur la crête subtile qui sépare l'Être et le Faire, il a réussi l'exercice délicat d'alimenter son action d'une pensée historique puissante, en même temps qu'il a eu le courage de ne pas chercher à inscrire cette même action dans un matérialisme historique qui aurait été le sarcophage d'une liberté qu'il jugeait indissociable de la politique. C'est par cet effort qu'il est parvenu à donner un profil à son radicalisme, une doctrine qu'il reconnaissait avoir épousé pour le caractère peu contraignant de ses principes. Mais il a su transcender le fameux pragmatisme radical en une maxime de gouvernement étayée par la tension permanente qu'entretient la rencontre entre le présent et le passé.

Ce retour régulier au passé, loin de l'enfermer dans une logique liberticide où l'homme se voit privé de son existence, a permis à G.-A. Chevallaz de se réaliser, en tant qu'homme politique, dans la conviction de la relativité du pouvoir. Au-delà d'un relativisme distrait et méprisant à force d'indifférence, mais au contraire aiguillonné par une propension à ne pas se laisser happer par les vertigineuses illusions qu'attise une proximité excessive du pouvoir, l'homme politique a pu s'affirmer dans sa sérénité d'historien. Mû par un optimisme conscient de la dureté des temps, comprenant l'histoire comme un « continuum », une « sinusoïde avec des périodes de haut et des périodes de bas », G.-A. Chevallaz a su se débarrasser des espoirs déplacés que l'on peut investir dans la politique : « La désillusion que beaucoup éprouvent à la vie politique tient à une certaine impatience, au sentiment exagéré de ses pouvoirs, parfois de sa propre valeur, à la sous-estimation des résistances humaines et matérielles ». Dans ces conditions, G.-A. Chevallaz ne pouvait qu'avouer son allégeance complète aux institutions suisses qui, justement, rappellent

¹ Georges-André CHEVALLAZ, *Les raisons de l'espoir*, questions posées par Claude Jaquillard, Vevey, Éditions de L'Aire, 1979.

chaque jour la dimension limitée, provisoire et contingente du « Pouvoir » si enivrant : sur ces prémisses pouvait se construire, selon l'historien, une saine appréhension des délices de la puissance, au même titre que la dérision, cet art dont G.-A. Chevallaz usa avec finesse, avec ses amis de Belles-Lettres, dans de loufoques opérations politiques...

Informé de la relativité des choses, l'ancien syndic de Lausanne a alors moulé son action dans un pragmatisme conçu non comme un détachement neutre et lointain à l'égard des idées qui agitent le monde, mais comme l'attitude philosophiquement mûrie qui prémunit l'humanité de l'un des pires maux qui la guettent : la quête mystique d'un absolu forcément suicidaire. Avec Benjamin Constant, qu'il a lu, il fuit l'abstraction, se méfie des dogmes. Marqué par la seconde guerre mondiale, G.-A. Chevallaz conservera un ressentiment profond envers les idéologies. Non qu'il les fustigeât comme telles, car elles « jouent le rôle d'hypothèses de travail utiles que l'on entend confronter à la réalité, mais pas en tant que vérités transcendantes ». Il sait cependant que l'histoire est « le cimetière des idéologies déçues et de leurs victimes innocentes ». Il ne s'abandonne pas plus aux joies délétères de l'irrationnel, dont il redoute le gonflement dans notre société. Il crie d'ailleurs haut et fort sa crainte « que notre civilisation, son confort, sa morosité et ses névroses ne lui fournissent un terrain favorable ».

Dès lors, toute bonne politique ne peut passer que par ce pragmatisme, sur lequel ses coreligionnaires se rabattront souvent avec enthousiasme mais après l'avoir dépouillé de son ampleur intellectuelle... Le pragmatisme se marie avec la politique du consensus, « qui garantit le mieux la cohésion de nos diversités » si la bonne foi règne entre les partenaires, et culmine ainsi dans « l'utilisation du possible », où l'ambition se contente d'améliorer la cité des hommes. Parfois raillé, il aura la vertu d'offrir à son loyal serviteur la capacité remarquable de ne jamais trébucher sur les lieux communs de la politique, de ne jamais se soumettre aux diktats de la pensée officielle du moment. Quitte à déranger, quitte à proclamer trop haut, pour certaines ouïes sensibles, ses convictions... Mieux encore, ce pragmatisme bien compris aura eu le mérite d'insuffler quelque consistance dans un libéralisme qui aime limiter les pouvoirs de l'État sans vraiment savoir comment s'y prendre.

Bien sûr l'historien qui franchit le pas de l'action politique s'expose inévitablement à certaines critiques. Ne les esquivons pas : elles sont partie intégrante d'une pensée, aussi élaborée soit-elle. Le côté « événementiel » de ses ouvrages a été relevé ; je ne reviendrai pas sur la polémique, parfois arrosée d'un brin de sévérité. Plus intéressante me semble la difficulté qu'il a éprouvée, comme maints historiens libéraux, à décoder la nature de l'État en gestation dans les années 60, un État qui conquiert une place plus importante au fur et à mesure que son pan providentiel enfle. Il sent qu'un « nouvel équilibre, une nouvelle articulation du pouvoir » doivent être définis, mais peine à en préciser les contours. D'une honnêteté intellectuelle scrupuleuse, au fait des ambiguïtés d'une histoire sollicitée de toutes parts pour justifier le présent, il se refuse à des synthèses schématiques, à se projeter

dans le futur. Ce faisant, lui l'anti-dogmatique renonce à approfondir les valeurs auxquelles il croit (neutralité, fédéralisme, etc.) mais attend de ses concitoyens qu'ils y adhèrent sans autre. De même, sa difficulté, dérivée de son pragmatisme, à joindre à son action quotidienne un certain goût de l'anticipation, geste qui lui répugne fondamentalement, l'empêche de saisir, par exemple, la réalité de la révolte soixante-huitarde. Tout à sa haine des contestations violentes, il n'aperçoit en elle, mais sans la nommer, qu'un « divertissement typique par quoi des jeunes gens de bonne famille cherchent à échapper à leur mal du siècle, au spleen, à la morosité ».

L'histoire comme moyen privilégié de dédramatiser le présent ou comme témoin à charge de tous les soubresauts de l'actualité : G.-A. Chevallaz, historien et politicien, est au centre de ces questionnements qui troublent encore l'historien d'aujourd'hui.

Olivier Meuwly

HOMMAGE A JEAN-CHARLES BIAUDET (1910-2000)

Parler de celui qui fut son « patron » pendant si longtemps n'est pas facile et fait ressurgir tant de souvenirs. Ma première image de Jean-Charles Biaudet remonte au cours d'histoire générale qu'il donnait aux nouveaux étudiants que nous étions dans l'austère auditoire de l'Ancienne académie à la Cité.

Deux choses m'avaient frappée : l'élégance de l'homme, une élégance naturelle, et une prestance que sa petite taille ne laissait pas augurer. Mais surtout il usait d'une langue magnifique qui coulait à nos oreilles et que nous ne nous lassions pas d'écouter. Nous étions très impressionnés : chaque mot était à sa place, aucune hésitation, aucune rupture dans le débit, avec un petit « cheveu sur la langue » qui faisait tout son charme et lui évitait une perfection qui eût été ennuyeuse.

Plus tard, dans ses séminaires, la rigueur qui sous-tendait toute sa démarche historique s'exerçait pleinement : sévère, sans aucune complaisance, il écoutait attentivement l'étudiant(e) qui se livrait à une analyse de texte. L'une d'elles, disséquant un jour un passage sur la question jurassienne affirma avec aplomb que « malheureusement les populations n'avaient pas été consultées ». Que n'avait-elle pas dit ! « Mademoiselle », l'interrompit froidement notre professeur, « vos sentiments n'ont rien à voir là-dedans, à l'époque personne ne songeait à consulter les populations, vous vous rendez coupable d'anachronisme. Les faits seuls nous intéressent. »

Mais la vie même de J.-C. Biaudet est digne d'un roman. Après une scolarité en Algérie (où son père, Suisse d'origine, possédait un domaine agricole), puis au Lycée Louis-le-grand à Paris, Jean-Charles Biaudet, se décide pour une carrière diplomatique. Il entreprend dans ce but des études de science politique et d'histoire